

L'art du « Y'a qu'à, faut qu'on »

Le programme que nous avons présenté aux habitants en 2014 était complet et ambitieux... D'autres ne se sont pas privés pour y puiser – récupérer ?- des idées, notamment le réaménagement du cœur de ville.

Depuis, l'opposition - notamment celle de droite - s'enferre dans des « Y'a qu'à, faut qu'on » qui masquent mal leur manque de propositions.

Un exemple : la droite réclame haut et fort la réduction de la masse salariale, ce qui impliquerait des services et des agents municipaux en moins. Pourtant, elle n'explique ni comment, ni où supprimer des postes.

En ce qui concerne les investissements, c'est la même chanson : nous ne ferions pas assez ici ou là.

Nous faisons un choix, celui de maintenir le haut niveau de services aux habitants car nous considérons que cela est nécessaire, notamment en matière d'éducation, de solidarité et de culture.

Investir pour nos enfants : enfin !

Nos écoles sont vieillissantes, c'est le fruit de l'histoire de la ville. Une grande majorité d'entre elles nécessitent des travaux d'amélioration et de mise aux normes, afin que nos enfants puissent étudier dans des conditions décentes.

Lors de l'étude du budget 2015, nous avions dénoncé l'absence totale d'investissements dans les écoles de notre ville (cf : budget primitif 2015). A l'époque, la majorité nous avait répondu que cela prenait du temps de réfléchir à des solutions (alors que le maire de l'époque était en place depuis 2003...)

Aujourd'hui, nous sommes heureux d'avoir été entendu et qu'un premier établissement, l'école maternelle des Aiguisons, soit enfin rénovée dès 2016 !

Nous tenons à féliciter les services municipaux pour le travail fourni.

Les expulsions, c'est inhumain !

Avec la fin de la trêve hivernale, plusieurs familles de QUETIGNY sont sous la menace d'une expulsion de leur logement par SCIC Habitat (le bailleur social).

La force publique a été requise et accordée pour expulser ces familles qui ne sont pourtant pas des délinquantes. Certaines sont des femmes seules avec de très jeunes enfants scolarisés en maternelle. Plusieurs sont demandeuses d'asile en France car elles sont menacées dans leur pays d'origine. Bien souvent, elles se trouvent dans une situation administrative qui est un vrai cercle vicieux. Elles ont eu droit à un logement, mais, suite à une obligation de quitter le territoire français, elles n'ont pas le droit de travailler ni de percevoir les aides auxquelles a droit toute famille.

Dès ces informations connues, un Collectif citoyen contre les expulsions locatives à QUETIGNY s'est constitué sur la base d'un seul principe : dans la France de 2016, on ne peut pas

Nous poursuivons aussi nos investissements, que ce soit pour réaliser le projet cœur de ville ou pour entretenir le patrimoine communal. Tout cela est rendu possible parce que la situation financière de Quetigny est saine.

Nous avons décidé cette année d'augmenter de 1% le taux des taxes locales. C'est une hausse mesurée, contrairement à de nombreuses autres communes de France, qui contribuera à financer nos engagements.

Bien entendu, l'opposition de droite qui a voté contre ne dit pas où trouver l'argent nécessaire.

Enfin, n'en déplaise à certains, Quetigny est souvent cité en exemple par l'Education nationale pour son action éducative, en témoigne les créations récemment de la classe pour enfants autistes et celle pour enfants de moins de 3 ans.

Les élus de la majorité municipale

Il faut aller plus loin car d'autres écoles méritent plus qu'un coup de peinture. Bien entendu, tout ne peut pas être fait en un mandat (surtout quand rien n'a été fait pendant 10 ans...) mais diriger une ville, c'est anticiper.

Avec des finances publiques de plus en plus contraintes, des choix de gestion de la majorité pénalisant l'investissement, il est plus que jamais nécessaire d'établir un plan pluriannuel d'investissement dans nos écoles. C'est la solution que nous proposons pour enfin anticiper, budgéter et mieux gérer.

Nous ne pouvons nous contenter qu'une seule école soit rénovée par mandat, nos enfants méritent mieux.

Damien Thieuleux, Sébastien Kencker, Dominique Sergent, Marie Grenier, Didier Simoncini. Groupe « Agir pour Quetigny »

accepter d'expulsions sans relogement dans des conditions décentes ! Le logement, comme la nourriture ou le vêtement, fait partie des Droits Economiques Sociaux et Culturels reconnus par de nombreux pays, dont la FRANCE. Il serait indigne, que ce principe soit oublié.

La Gauche Alternative se félicite de cette initiative solidaire pour éviter ces expulsions ou, du moins, imposer un relogement dans de bonnes conditions.

La ville de Quetigny et ses habitants ont déjà fait preuve de solidarité envers des familles en difficulté, ils ne resteront pas indifférents à ces situations dramatiques.

**Pierre Abecassis
Conseiller municipal Gauche Alternative de Quetigny**